



TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 18 NOVEMBRE

Le projet de loi de finances pour l'année 2015 prévoit une nouvelle fois la suppression de 2 000 postes au sein de la DGFIP ainsi qu'une baisse de son budget.

Cette baisse des moyens humains et budgétaires s'ajoute aux précédentes contenues dans les lois de finances des années passées : Entre 2002 et 2014, ce sont 33 000 emplois qui ont déjà été supprimés à la DGFIP. Dans le Nord, ce sont plus de 1 000 emplois qui ont disparu, auxquels il faut ajouter les vacances d'emplois, les absences non remplacées...

Les effets sur l'exercice des missions de la DGFIP (accueil, relations avec les collectivités locales, lutte contre la fraude...) et sur les conditions de travail des agents des finances publiques sont particulièrement néfastes.

La « démarche stratégique » ne vise ni plus ni moins qu'à gérer la pénurie et organiser l'affaiblissement de la DGFIP. Dans le même temps, la charge de travail ne cesse de s'accroître, tout comme sa complexité.

Aujourd'hui, nous entrons dans une période intensive d'attaques toujours plus fortes contre notre direction, son organisation et son maillage. De nombreuses annonces ont été faites ces dernières semaines : regroupement des SIE, reprise de la fusion SIP/CDIF, fusion enregistrement/service de publicité foncière, création de centres de contact, spécialisation pour les missions hospitalières, réforme territoriale, suppressions massives de trésoreries...

La fermeture de la trésorerie de Lambersart est un exemple significatif de ces restructurations.

La Direction générale abandonne toute ambition pour la DGFIP et en particulier celle qu'elle revendiquait à l'époque de la fusion : l'accueil du public, en remettant en cause les plages d'ouvertures. Cela ne répondra pas aux attentes des contribuables, ni aux besoins des missions.

A cela s'ajoutent les incidents, parfois graves (incendie des centres des finances publiques de Morlaix et d'Albertville) qui montrent que de fait, les services et les agents des finances publiques sont pris pour cible.

La situation devient intenable.

Les principales causes de cette situation sont les politiques d'austérité menées depuis plusieurs années. Dernier symbole en date, le Pacte de responsabilité qui conduit ce gouvernement à diminuer toujours plus les dépenses publiques utiles au plus grand nombre à hauteur de 50 milliards, et à préserver celles qui ne bénéficient qu'à certaines catégories (30 milliards d'exonérations sociales et de crédits d'impôts pour les entreprises).

On ne peut accepter une situation pareille !

Le Comité Technique de Réseau dit « emploi et moyens » est prévu le 18 novembre. C'est le moment pour mettre l'action collective au cœur du débat !

C'est pourquoi, dans le cadre de journée d'action fonction publique, la CGT Finances Publiques appellent tous les agents de la DRFIP Nord :

- **à être en grève le 18 novembre,**
- **à participer au rassemblement organisé devant la DRFIP Lille-Kennedy, à 10h.**